

# **Marco Libero !**

Cette maquette .pdf est destinée à l'impression en A4, elle diffère sensiblement de la maquette de l'édition papier.

# 1. Biographie politique de Marco

Marco Camenisch naît le 21 janvier 1952 en Suisse, à Schiers, un village dans les Alpes Rhétiques du canton Grison. Il commence par son travail politique en soutenant les prisonniers en lutte et en 1978, il participe à la résistance antinucléaire. Au début du 1980, Marco est arrêté pour deux dynamitages: celui d'un pylône de la ligne à haute tension de la société électrique NOK (une des grandes sociétés qui exploitaient les centrales nucléaires disséminées sur tout le territoire Suisse) et celui du transformateur et pylône de la centrale de transformation électrique Sarelli.



La condamnation relativement lourde à dix ans était d'une part sûrement due à l'importance de l'enjeu: l'écocide mise en œuvre par l'industrie énergétique comme part de la destructivité du système, qui était aussi un des objectifs de sa lutte. Le „tarif habituel“ à ce moment-là en Suisse aurait été de 4-6 ans et même la presse réactionnaire s'étonnait de la peine draconienne, qui à cette époque ne se donnait que pour homicide. Mais cette rigueur est due surtout à l'uniformisation répressive au contexte européen et international en général avec ses forts mouvements de guérilla révolutionnaire (Italie, Allemagne, etc.) et les conséquents tours de vis de la répression.

La politique énergétique nucléaire en Suisse adoptait la forme du « projet Manhattan » aux USA. Peu après Nagasaki et Hiroshima, les autorités suisses lançaient la propagande pour le dual use (militaire et civile) du nucléaire et on annonçait une «ère de l'or, une ère glorieuse du progrès et du bien-être humain dans le signe du nucléaire». Premier objectif, «la création d'une bombe atomique Suisse», à laquelle la fédération donnait un crédit cadre de hauteur inédite pour un projet de recherche, c'est à dire 18 millions de francs, avec

l'entrelacs habituel entre industrie privée et institutions publiques (universités), au bénéfice des intérêts économiques privées. En 1946, BBC, Sulzer et Escher-Wyss (industries mécaniques) fondent la Commission d'Études Energie Nucléaire et le Consortium de Travail Réacteur Nucléaire, ou plus tard participent aussi Motorcolumbus et Elektrowatt. En 1963, la NOK (Nordostschweizerische Kraftwerke, maintenant partie de Axpo), BBC et Westinghouse, construisaient la centrale nucléaire de Beznau, avec un réacteur américain. Ensuite furent construites les centrales de Beznau II, Mühleberg, Gösgen, Däniken et Leibstadt. Avec la participation de toutes les grandes entreprises mécaniques suisses, en 1960 on projetait la construction d'une centrale de conception suisse à Lucens, subventionnée par l'Etat, mais le projet avorta avec l'explosion d'une barre combustible dans la centrale souterraine, dans un accident similaire à celui de Harrisburg.

Comme aussi en Allemagne, depuis la moitié des années '60 au sein de la population surgit une vaste résistance contre les centrales nucléaires avec beaucoup de mouvements citoyens et actions militantes de sabotage, comme les incendies des automobiles et des villas des lobbyistes du nucléaire. En 1973 à Olten aura lieu la plus grande manifestation contre le nucléaire et 16.000 personnes signeront une pétition. Il y aura ensuite l'attaque contre le bureau de planification de la centrale de Verbois, contre les transformateurs à Verbier, l'occupation du chantier à Kaiseraugst, etc. Le 25 juin 1977 une intervention brutale de la police étouffe la première tentative d'occupation du chantier de la centrale de Gösgen. Après cela, il y a beaucoup d'attentats antinucléaires de la branche anticapitaliste (liées aussi à la révolte des jeunes et du mouvement étudiant des années '60), mais aussi l'institutionnalisation d'une partie mouvement anti-nucléaire. Pourtant, les actions militantes ont toujours encouragé, accompagné et anticipé les actions de masse (contre les CFF, contre le transformateur de Leibstadt, contre les pavillons d'information de Kaiseraugst et Gösgen, contre des pylônes). Voilà le cadre des actions pour lesquelles fut condamnée Marco.

Le 17 décembre 1981, Marco Camenisch et quelques prisonniers italiens s'évadèrent de la prison de Regensdorf. Un gardien est tué et un autre blessé. Pendant dix ans Marco Camenisch vit en cavale, continue son activité antinucléaire et écrit des articles pour la presse anarchiste.

Décembre 1989: un garde frontière à la frontière italo-suisse est tué et la presse et les autorités désignent immédiatement Marco Camenisch comme auteur. Marco Camenisch a toujours rejeté cette accusation. La longue cavale de dix ans termine le 5 novembre 1991 à cause d'un simple contrôle de papiers dans la province de Massa. Dans la fusillade, un carabinier et Marco sont blessés, tous les deux aux jambes.

Il rejette toute collaboration avec la justice et en mai 1992, il est condamné à 12 ans pour la fusillade avec les carabiniers et le dynamitage d'un pylône de la

ligne à haute tension La Spezia-Accaiolo qui transporte le courant des centrales nucléaires françaises. Selon le «tarif terrorisme» italien, il s'agissait d'une peine relativement modérée. La raison de cette prudence relative des autorités locales est due à l'enracinement profond, historique et du moment, de la résistance radicale militante dans une zone pleine de bases OTAN et d'industries de guerre. Par exemple, juste après l'arrestation et tout près du lieu de celle-ci, un hôtel de luxe sera dynamité (vide pour cause de mort-saison) comme mise en garde aux autorités contre tout mauvais traitement envers Marco Camenisch.

Cette région a toujours connu un fort mouvement ouvrier (industrie du marbre), une forte résistance des partisans anti-fascistes, et aussi la présence d'une forte colonne des Brigades Rouges, dont la répression ne réussit à découvrir et arrêter que peu de militants. Dans la période de l'arrestation, l'écologisme et le prétendu «éco-terrorisme» furent part de la résistance populaire. Comme les grandes mobilisations contre l'usine chimique Montedison à Marina di Carrara, qui au début des années '90 avait massivement empoisonné la région avec la dioxine. Ou la résistance contre les différents incinérateurs construits et prévus sur le territoire, ou encore contre la pollution électromagnétique de la ligne à haute tension déjà mentionnée. Celle-ci part de La Spezia, passe par Massa-Carrara et Versilia jusqu'à Pise, en passant très près des maisons, villages et fermes. Le TAR décidait sa mise à l'arrêt mais avec les prévisibles «exceptions» permettant quand même sa pleine activité. En conséquence, la ligne a connue de nombreuses interruptions pour cause de pylônes dynamités.

Autres exemple de résistance de cette région : la lutte contre l'expulsion (pour spéculation immobilière) du siège anarchiste historique de Carrara, faites avec l'appui de deux blindés, qui conduisit aux dynamitages de l'entreprise de surveillance qui gardait le siège, de voitures parquées à la préfecture de Carrara. On peut aussi mentionner une série de dynamitages contre les villas de luxe en bord de mer, comme part de la lutte populaire contre la restructuration urbaine touristique et spéculative, qui impliquait pour la classe ouvrière la perte de la maison et la menace permanente d'une expulsion.

A la fin de sa peine, en avril 2002, Marco Camenisch est extradé en Suisse pour purger les huit années restantes de sa première condamnation, et pour le procès pour l'évasion et la fusillade à la frontière. La procédure dura de 2002 à 2004 et le procès – qui fut l'occasion d'une vaste campagne de solidarité – se termina par un acquittement pour la mort du gardien mais une condamnation à 17 ans (s'ajoutant à la peine italienne) pour la mort du garde frontière. Cette condamnation est attribuable au manque de «repentir» et à sa revendication résolue de la nécessité toujours plus urgente d'une subversion révolutionnaire de l'ordre mondial capitaliste et impérialiste. Ces 17 ans ont été infligés en

ouverte violation (dans ce cas spécifique) du code pénal suisse.

En mars 2007 la peine a été réduite à 8 ans de prison et, avec le reste de sa condamnation de 1981, la fin de la peine surviendra au plus tard en mai 2018.

En Suisse, les prisonniers ont droit à une sortie conditionnelle au deux tiers de la peine en cas de bonne conduite. Marco a maintenant dépassé ce seuil et cette sortie lui est refusée non pas pour « mauvaise conduite » mais pour « mauvaises pensées ». Son identité verte-anarchiste n'a jamais été brisée. Le fait qu'il ne renie rien est ouvertement utilisé comme motivation par les instances de la justice zurichoise pour toute libération. Marco se dit toujours anarchiste et "serait de l'avis que la société se trouve en guerre", voilà la motivation officielle de ces autorités.

Mais malgré la prison, Marco participe aux luttes des prisonnières et prisonniers politiques et sociaux et par ailleurs confirme la nécessité de la résistance solidaire contre ce système de domination. Il a un rôle actif dans l'union de différentes initiatives de luttes (anarchistes, écologistes et groupes qui construisent le Secours Rouge International) et dans la construction de relations fortes, de solidarité et de proximité. C'est aussi pour cette raison, que dans les initiatives de solidarité avec Marco ; nombre de forces, non pas seulement en Italie mais aussi au niveau international se sont rapprochées, non seulement ses camarades politiques mais aussi ses proches.

Durant toutes ces années Marco a toujours été de notre côté, sa présence dans les luttes est constante. Sa voix, sa pensée, son travail de traduction incessant et important, ses nombreuses contributions et grèves de la faim solidaires transmettent une solidarité, qui, avec un réseau presque mondial de solidarité pratique avec les prisonnières et prisonniers révolutionnaires, est libre de sectarisme et dogmatisme. Ses nombreux textes contribuaient et contribuent toujours à la croissance et au renforcement d'un parcours de lutte contre toute forme d'oppression et d'exploitation.

Son identité verte anarchiste n'a jamais été brisée. Il aurait pu depuis des années bénéficier de permissions. Elles lui sont refusées avec acharnement. Le fait qu'il ne renie rien est ouvertement utilisé comme motivation pour justifier ces refus. Marco se dit toujours anarchiste et serait de l'avis que la société se trouve en guerre, voilà la motivation officielle des autorités.



Manifestation pour Marco en Italie



Cadenassage de la chambre de commerce belgo-suisse





Manifestation pour Marco en Suisse



Manifestation pour Marco en Suisse

## 2. Textes de Marco

### 2.1. Nucléaire et pas seulement

Il est important de se rappeler que le nucléaire existe, source de danger permanent et de destruction de vies, source de souffrances atroces inimaginables. Dans la stratégie de guerre psychologique des mass-médias contre la lucidité de nos esprits, ce problème est actuellement tenu à l'écart. Par conséquent, même nos mécanismes de remises en question, trop facilement manoeuvrables, ont enfoui en nous-mêmes le problème et sa portée. Les adeptes du contrôle et de la garde de ces contradictions diffusent la thèse fausse "que nous avons vaincu le nucléaire en Italie",... Les mass-média diffusent le black-out, propagent la peur par l'atroce et réel danger de l'effet de serre, conséquence majeure de la carburation effrénée de nos pays "développés", et toutes ses conséquences infinies de ruines et de destructions. Ils prétendent cependant qu'il n'est pas scientifiquement certain que le climat dévasté soit une conséquence de l'effet de serre, que pour réduire la pollution (de manière néanmoins insuffisante), uniquement pour tranquilliser hypothétiquement leurs et nos sales consciences, il faut un gouvernement mondial et que de toute manière on ne peut revenir en "arrière", etc. etc. En évitant de déployer trop visiblement le fanion rouge du nucléaire, en amalgamant leur propagande subtile avec une campagne massive pour l'ENEL [Société nationale d'électricité] (voir aussi Avvenimenii qui, sans se vendre au pouvoir comme les autres publications, n'aurait vraiment aucun avenir), ils sèment de petits articles insidieux, par ci par là et de temps en temps, une personne très honorable, un ministre carrément, préoccupée par notre santé et notre bien être, fait savoir que de toute façon les centrales nucléaires doivent être construites puisqu'elles serraient moins polluantes que les usines à charbon ou à pétrole. Que de toute manière elles se feront, peut être même en haute mer, par ceux qui auront le plus de navires avec le plus de missiles et de bombardiers nucléaires, où personne viendra faire chier pour un peu d'air respirable. De toute façon, nous n'avons plus besoin de la mer. Là où elle vit encore, bientôt elle mourra. On ne divulgue pas trop, dans nos organes de libre désinformation, que le trou d'ozone si bien contrôlé ne produit pas ses dégâts majeurs en nous offrant quelques petits cancers en plus, mais en détruisant les micro-organismes marins, et donc toute la vie marine déjà bien compromise. Il y a peu, le début de la fin s'est déjà manifesté sur une partie des côtes péruviennes, où des millions et des millions de poissons échouèrent pour mourir. Ils ne diffusent pas trop la nouvelle, car on pourrait perdre l'envie d'utiliser des sprays idiots ou d'acheter le dernier frigidaire. En France et en Allemagne, que le nucléaire soit encore d'actualité ne fait aucun doute.



C'est une réelle menace, difficile à gérer pour les grands patrons en raison de la présence gênante de millions de personnes autour des diverses centrales plus ou moins en fonction, qui se permettent en plus de contester un peu. Par conséquent, il faut en parler. Néanmoins, il n'y a aucun problème, car le secret militaire ou toutefois l'appareil militaire et ses troupes "spéciales" - spécialement entraînées à obéir - résolvent tous les problèmes. Dans un pays libre et démocratique occidental, les citoyens les emmerdaient trop en mesurant les radiations trop élevées qui émanaient d'une centrale nucléaire à l'arrêt... Le périmètre fut déclaré zone militaire, donc recouvert par quelque chose qui retenait les informations compromettantes, mais non les radiations. Prévoir une autre solution coûterait trop cher aux pauvres capitalistes de la mafia de l'atome. Dans une ville de R.F.A., des camarades volèrent les plans d'évacuation d'une centrale locale en cas d'accident "à la Tchernobyl". Selon ces plans, le destin, en cas d'accident grave, de ces millions de joyeux prosélytes de la religion de la consommation technologique fasciste sera celui de rester par décret et "manu-militari" dans la zone interdite et d'attendre démocratiquement, pacifiquement et civilement la venue d'une mort certaine sans appel et, souhaitons leurs, la plus rapide possible. Quelqu'un dira qu'ils voudront s'échapper. Mais ils ne pourront pas, ils diront que les troupes spéciales prévues pour cette tâche héroïque sont au service du peuple. En effet, il y aura le GSG [commandos antiterroristes] pour garantir que personne ne sorte. Quel beau massacre planifié ! Certes, un massacre démocratique, civilisé, comme l'est le secret militaire obsessionnel de l'occident, au nom de la liberté de qui nous savons... Ceux qui publièrent les extraits de ces plans eurent naturellement des ennuis avec la loi... égale pour tous !

Il est évident que Libération doit nous rabâcher les oreilles avec le silence paranoïaque de l'est encore un peu communiste. Mais pas trop, puisque maintenant on est en affaires et on partage la planète de façon très rentable. Et une belle catastrophe enseigne un peu partout comment maintenir le contrôle et le commandement sur les gens. Même si les idées claires ne manquent pas, le mot d'ordre est de toute façon: "militariser" ! En l'occurrence, celui qui emmerde trop, se tue - comme c'est arrivé à un couple de journalistes qui enquêtèrent sur l'accident nucléaire à Three Miles Island - ou on le laisse mourir propre en ordre, si possible en silence (cf. les plans cités ci-dessus ou le cas de Tchernobyl), en utilisant la force brute ou la force de persuasion de l'omniprésente guerre psychologique insinuante et quotidienne des mass-média. A Tchernobyl, ils se permettent carrément de déclarer folle la population entière d'une région... Et nous, chaque jour nous tombons dans le piège, comme des cons.

Preuve en est notre aveuglement constant et névrotique face à la destruction planétaire. Elle n'est pas toujours aussi spectaculaire et condamnable qu'à Tchernobyl, mais elle n'en est pas moins réelle et foudroyante. Notre propre

presse en est le symptôme faisant régulièrement paraître, à quelques exceptions près, ce que les journalistes mesquins tant détestés et tant critiqués mettent à l'ordre "des jours". Ils nous rabâchent les oreilles avec l'Est, nous sommes concernés par l'Est, ils nous rabâchent les oreilles avec le Salvador, nous sommes concernés par le Salvador, ils nous rabâchent les oreilles avec la drogue...etc. C'est encore plus grave quand nous leur donnons la possibilité de nous rabâcher les oreilles, par exemple avec les centres sociaux. Souvent, nous les aidons en leurs donnant la possibilité de gérer, en nous dénigrant ou en nous soutenant, un problème qu'ils n'arrivaient pas à contrôler. Lorsqu'ils nous rabâchent les oreilles avec un problème, cela signifie qu'ils sont en train de nous en faire oublier d'autres, en ressassant des questions ou des ensembles de questions statiques et exceptionnelles, que nous, conscients et présents, pourrions devenir chaque jour les mécanismes d'opposition ou de refus du consensus réel contre leur commandement, leur contrôle sur nos esprits et nos comportements.

En écartant soigneusement par leur propagande issue de l'obscurantisme et de la mystification de nos souvenirs collectifs (histoire, racines), le développement d'une critique globale et radicale de ce qui est en nous (contradictions et complicité) et autour de nous, ils évitent une action quotidienne tout aussi globale et radicale.

En effet, nous ne savons que réagir. Et en plus, qu'à des événements ou à des conditions locales malheureusement souvent insignifiantes. A quoi ça sert de manifester pour un centre social, sans agir en même temps contre la destruction avancée et galopante de la planète? C'est comme lutter pour une cabine dans un navire qui est en train de brûler et couler. Pour aller à une manifestation, il faut se déplacer, consommer de l'essence, dépenser de l'argent, polluer et risquer inconsciemment sa peau sur l'autoroute. Nous payons donc à l'Etat et à Agnelli ce qu'ils exigent et même plus.

Nous ferions mieux d'être un peu moins cons et moins peureux. Nous devrions retrouver la faculté de penser en terme de vie, c'est-à-dire globalement, pour être en mesure d'agir quotidiennement de façon correcte envers nous-mêmes et par conséquent envers ce qui nous entoure, au lieu d'uniquement réagir, en des occasions plus ponctuelles que rares...



## 2.2. Sur l'évasion de décembre 1981

Le texte ci-dessous a été envoyé par Marco après son évasion le 17 décembre 1981 en compagnie de cinq autres détenus (au cours de laquelle un gardien fut tué), au mensuel *Azione Diretta*.

Ils veulent être nos seigneurs. Nous, nous ne voulons être ni esclaves ni maîtres. C'est pour cela qu'ils nous ont enfermés, c'est pour cela que nous nous sommes évadés. C'est pour cela que nous avons risqué la liberté, la mort, l'isolement total. C'est pour cela que nous avons tué un mercenaire. Mais c'est l'Etat qui est l'assassin, le dresseur d'esclaves volontaires, de citoyens-soldats, de policiers et autres porteurs d'uniformes, dont certains sont des robots sans aucun instinct de conservation et qui, dans les prisons de leurs maîtres, torturent et s'opposent à la dignité humaine la plus fondamentale. Sur ordre, ils tuent par trahison, ils effectuent des tabassages mortels et des empoisonnements dans les appartements et dans les rues. Non content d'assassiner, l'Etat joue aussi le rôle de chacal. Il exploite les cadavres pour maintenir, approfondir et rétablir l'oppression, ainsi que son intériorisation. Avec succès puisque les détenus ont offert des couronnes mortuaires à leur tortionnaire mort, puisque des critiques ont été émises par le mouvement relatif à l'acte d'auto-libération et à sa date (car elle a eu lieu peu après une conférence de presse sur les conditions carcérales, convoquée par les opposants aux prisons, le 12 décembre 1981 à Zurich). Le contenu politico-spectaculaire de n'importe quelle action est systématiquement décidé par l'Etat en fonction de ses besoins. Nous n'en avons rien à foutre. Une action collective comme celle du 17 décembre 1981 dans (en dehors de... ah, ah, ah !) la prison de Regensdorf, peut être exploitée de manière spectaculaire, uniquement parce que parmi les évadés, il y avait des gens hautement mythifiés par l'Etat, des individus décidés et radicalement opposés aux bases du pouvoir et de

l'esclavage, c'est-à-dire à l'argent, aux uniformes, aux lois et à l'économie. Pour l'Etat, cette action a été un prétexte exceptionnel pour continuer la propagande d'un de ses besoins fondamentaux : justifier, élargir, perfectionner le système carcéral, base de la répression et de l'extermination de toute expression de vie s'opposant à la propagation du cancer de l'Etat militaire et politique des patrons. La porcherie politique du sommet et ses infatigables porte-voix crièrent et grognèrent, sous forme de deuil et d'indignation hypocrite, leur répertoire entier de cynismes, leurs mensonges tactiques autour des circonstances de l'action collective et autour du mercenaire de l'Etat répressif abattu et du mercenaire blessé. Ils sont bien conscients que la responsabilité des conséquences leur appartient, si un gardien, leur instrument d'exploitation des prisonniers, malgré l'intimation de rester tranquille, se jette sur un 38 pointé sur lui à un demi-mètre afin d'empêcher la récupération d'une échelle malheureusement absolument nécessaire. La politique, c'est le pouvoir. Notre action est politique, puisqu'elle est effectuée par des opprimés dans une société opprimée. Mais c'est en réalité un acte dans la lutte contre la politique, le pouvoir, l'Etat, la prison, l'oppression. Dans le cas d'une auto-libération, celui qui critique la date de son déroulement et ne comprend pas ou condamne un des nombreux — comparable et nécessaire — niveaux de lutte de libération n'a pas compris la nature de l'Etat, du Pouvoir, de la Politique, de la Prison, de l'Oppression. Il n'a pas compris la façon dont ils sont logiquement imbriqués entre eux, ou alors il est capable en tant que politicien de se mouvoir à l'intérieur de ces tissus. Et non pas en tant que militant contre l'oppression, même s'il est en mesure de faire des raisonnements politiques en dehors de cette logique. La libération, c'est l'action directe. L'initiative individuelle peut vivre et s'élargir uniquement si elle est radicale. Traiter et agir même avec les patrons, l'Etat, l'opinion publique, les masses et les classes d'esclaves va contre sa nature et est donc autodestructeur.

Liberté pour Pierluigi (repris peu de temps après, à lui nos larmes), liberté pour tous ! Rasons toutes les prisons.



### 2.3. Déclaration au procès de Massa Carrara

Je suis ici pour deux raisons; pour ne pas poser un lapin aux personnes qui m'aiment, qui sont venues ici, et pour réaffirmer mon entité et les raisons de mon désaccord irrémédiable avec cette société dictatoriale et consommofasciste.

Je rejette fermement toutes les accusations formulées contre moi ici, je reconferme que mon ami Giancarlo et les autres amis ou amies de cet endroit ne savaient rien de ma clandestinité, de rebelle social, encore moins du matériel d'autodéfense que l'on a retrouvé sur moi, dans mes bagages et dans les lieux que je fréquentais. Je ne suis sûrement pas ici pour dialoguer avec l'injustice bourgeoise et de classes, avec une loi qui est notoirement plus égale pour certaines personnes que pour d'autres. Je ne reconnais à ce tribunal ni la légitimité ni la vertu de me juger ou de juger qui que ce soit. Je le considère comme un instrument de répression et de vengeance, asservi aux exigences des gouvernements des patrons de la mort, c'est-à-dire au capital colonial et impérialiste, à ses États et à ses multinationales.

Je suis un berger, un paysan et un chasseur des Alpes romanches, résidu d'un génocide consommé produit par le même ennemi qui, durant des siècles, a



détruit presque complètement ma terre. Cet ennemi, avec la protection des multinationales de l'atome et de l'exploitation hydroélectrique, touristique, avec le militarisme et ses polygones, avec la pollution radioactive, chimique, les carburants industriels et métropolitains, supranational et par voie aérienne, l'hyper-exploitation forestière et agricole, est le responsable historique du pillage de mon identité ethnique, de ma terre et de mon travail. Prenant conscience d'être exploité, esclave et exproprié, je suis simplement allé jusqu'au bout pour tenter de me libérer et pour contribuer avec toute mon âme à la libération et à la défense de la terre qui a accueilli et nourri mes ancêtres et moi-même. J'ai été capturé par l'ennemi et je me suis libéré; j'ai été chassé de ma terre, de chassé je suis devenu chasseur, proie et nomade, hôte de nombreuses terres et multiples personnes. Ma conscience solidaire, conscience de la globalité de l'ennemi et de sa guerre d'exploitation et d'extermination totale, ne pouvait que me pousser à lutter contre lui, sur et pour chaque terre qui m'accueille. Ce n'est que de cette façon que je réaffirme dans tout les cas ma dignité quotidienne et humaine, ma responsabilité, ma solidarité et mon affinité avec mes frères et sœurs de toutes les races et de toutes Ses langues, opprimés et opprimées, exploités et exploitées; ce n'est que de cette façon que j'affirme ma solidarité avec ceux qui luttent par tous les moyens; ce n'est que de cette façon que j'affirme ma responsabilité, l'amour naturel pour nos enfants et pour tous les vivants de cette merveilleuse planète.

Il y quelques années déjà, j'affirmais que celui qui comprend le fonctionnement du capitalisme, et qui comprend que ses exigences sont totales, qui sait ou veut réaliser qu'avec ce système il n'y a pas d'avenir, et qui ne veut pas être contraint d'être le complice, l'esclave et la victime de cette dictature consommo-fasciste délirante, doit forcément s'y opposer, la combattre avec corps et âme. Je disais aussi qu'il s'agissait d'une lutte pour la survie. Il ne s'agit plus, depuis des années maintenant, d'une lutte individuelle, de classes ou de groupes qu'elle soit ethnique, idéale ou autre, pour la sauvegarde de la liberté, de la dignité, de la terre et par conséquent du pain. On ne peut plus concevoir et dissocier les luttes contre l'exploitation, la guerre du pillage, l'esclavagisme et le massacre. Non, il s'agit aujourd'hui de la sauvegarde de la planète entière. Il ne s'agit pas d'une crise écologique, mais des derniers instants avant la fin d'une course démentielle et criminelle vers l'anéantissement total. Le moteur et la cause de cette course sont l'exploitation de l'homme et de la nature par l'homme. C'est l'histoire millénaire du soi-disant progrès et de la soi-disant civilisation, qui s'est répandue comme un cancer, avec ses horreurs croissantes de violences et de guerres pour la domination et entre dominateurs, qui débouche aujourd'hui sur la dictature planétaire des patrons de la mort, de leur capital, de leurs multinationales et de leurs États. Face à ces évidences, il n'est pas certain que

ce soit moi le plus coupable.

Non, je ne suis pas un criminel, je ne suis pas un danger pour la société, ni un écoterroriste, mais tout ceci est dramatiquement vrai pour l'État et ses patrons, ses esclaves et ses appareils divers. Je n'ai pas besoin de mensonges, de dénigrations mass-médiatico-policières et scientifiques, de leurs tribunaux et de leurs prisons d'anéantissement pour le prouver. Nous tous, les vivantes et tous les vivants de cette planète, en chaque lieu, dans l'eau, sur la terre et dans le ciel, nous le savons, nous le voyons, nous le respirons, nous le buvons, le mangeons et le vivons, si on peut encore parler de vie.

Il ne me reste donc qu'à revendiquer la justesse et la pressante nécessité de lutte et de rébellion, même violente et totale, contre la violence des maîtres de l'anéantissement. Afin de donner un peu d'espoir à nous et à nos enfants, cette lutte doit être socialement, culturellement et écologiquement radicale et révolutionnaire. Et c'est une lutte qui doit partir du quotidien, contre nos milles complicités, idéales et réelles, avec la domination diffuse du consommo-fascisme.

Il est nécessaire et pressant de s'opposer et de s'organiser et cela doit venir de nous. Il est nécessaire et pressant de contribuer, individuellement ou en groupes, à la neutralisation du consommo-fascisme, de ses métropoles, de ses fabriques, prisons, produits, infrastructures, de ses moyens de communications, de ses pseudo-sciences, de ses forces armées, de ses formes sociales, familiales et sexuelles, de les mettre en rapport et, par conséquent, contribuer aussi à la neutralisation des autorités des gouvernements nationaux et mondiaux. C'est par la pensée globale et solidaire, par l'action directe locale et immédiate, que nous devons réaffirmer notre autodétermination, notre pouvoir sur notre travail et sur nos consommations, sur notre corps, notre esprit et santé, sur nos rapports sociaux et nos rapports avec le territoire, la terre qui nous accueille et nous nourrit, qui appartient à nos enfants et aux enfants de nos enfants. Ce qui m'est reproché ici ne peut que m'honorer. Je n'ai ni tiré sur la Croix Rouge, ni empoché des pots de vin, ni exploité quelqu'un, ni fait de carnages sur des personnes sans défenses, ni torturé, ni même violé des femmes ou des enfants...

Résignation et peur, c'est être complice !

Contre la résignation, il faut penser l'impensable,

Contre la peur ? Apprendre le courage !

## **2.4. Déclaration sur l'extradition d'Italie vers la Suisse**

Aux compagnes, aux compagnons

Aux autorités de la répression

Le 18 avril j'aurai purgé ma peine de douze ans en Italie. Je serai donc extradé

vers la Suisse pour être soumis à un procès - avec plusieurs inculpations, dont une à perpétuité.

Je ne reconnais aucune légitimité aux appareils gouvernementaux et répressifs. En conséquence, j'exclus toute déclaration devant leurs instances et leurs représentants, sauf évidemment de manière spontanée en public, au tribunal. Suite au meurtre d'un agent de la brigade financière – dont je suis accusé – à Brusio en 1989, des pressions ont été exercées sur ma famille. J'intime aux autorités répressives de ne point réitérer l'extorsion de fausses déclarations, particulièrement à ma vieille mère et à mon frère, tous deux non interrogeables pour motifs de santé.

Vu mon âge, ma santé précaire, et pour des raisons personnelles, de responsabilités et d'exigences sociales, une reprise du militantisme clandestin et armé dans la lutte anti-autoritaire n'est plus pour moi ni possible ni responsable. Mais je continue à revendiquer la nécessité d'une lutte radicale anti-autoritaire. Contre la domination et l'exploitation, toujours plus agressives et destructrices (à l'heure du capital technologique et de sa guerre totale contre les individus, les sociétés, les cultures et l'atmosphère de la communauté terrestre). Pour un MONDE NECESSAIREMENT DIFFERENT, nécessairement solidaire, anti-autoritaire, et cela dans les rapports entre les individus et les communautés de chaque chose, de chaque vie non humaine et humaine qui composent la communauté terrestre.



## 2.5. Communiqué collectif sur la grève de la faim

Le 7 septembre 2010, Marco et trois autres prisonniers, Billy, Costa, Silvia, arrêtés pour une tentative d'attentat contre le centre de recherche d'IBM sur les nanotechnologies, décident d'une grève de la faim collective. Cette initiative était liée à la campagne pour la libération des prisonniers révolutionnaires de longue durée lancée à ce moment par le Secours Rouge International.

Nous, Billy, Costa, Silvia, et Marco, individualités écologistes révolutionnaires et anarchistes, otages de l'état Suisse, nous avons décidé de faire une grève de la faim collective de durée individuellement variable, du 10 à la fin de septembre 2010.

Pour les limitations et les retards dans les communications (ces dernières sont totalement interdites entre nous en détention préventive), l'accord et l'organisation de cette initiative est difficile et des nouvelles confirmations et déclarations individuelles plus exhaustives et particulières seront peut-être possibles seulement par la suite.

En tant qu'individualités anarchistes et révolutionnaires, avec cette initiative nous voulons confirmer fortement:

La solidarité et la participation internationaliste – de l'intérieur en dépassant toute tendance spécifique – aux initiatives et aux luttes révolutionnaires, dedans et dehors, contre la répression, la prison, l'isolement, la torture..., pour la libération de toutes les individualités qui sont otages de la guerre sociale et révolutionnaire contre le système, pour la liberté de tous et toutes, ainsi que pour la destruction de toute prison, en tant que bâtiment et société qui en a besoin.

En ce sens on donne un appui total et notre solidarité aux campagnes de libération pour les révolutionnaires de longue peine nées récemment.

Il s'agit de continuité de lutte avec toutes les individualités qui n'ont jamais voulu subir cette guerre et cette crise sociale, économique, politique et environnementale du système, toujours plus aiguë et brutale.



Il s'agit pour nous de continuité dans les rapports forts de lutte et d'affinité qui, en tant qu'individualités anarchistes «vertes/anticivilisation» nous unissent depuis beaucoup d'années. Contre tout état, prêtre et patron, contre toute prison et répression, contre toute exploitation de l'homme sur l'homme, de l'homme sur la femme, de l'homme sur d'autres espèces et de l'homme sur la nature. Être unis, entre nous et avec d'autres individualités et expériences, dans la lutte radicale contre les nocivités, les destructions et le même schéma qui les produit et les rend nécessaires, c'est-à-dire ce présent technoscientifique de production et de consommation industrielle, capitaliste, mercantile, monopoliste et impérialiste des multinationales et de leurs états. Sans faire de distinction entre des nocivités et destructions anciennes ou novatrices, sans écouter la rhétorique arrogante et malhonnête des patrons et des laquais (savants, médias, politiciens, flics, prêtres et organisations payées par le jeu « du dialogue démocratique » des patrons) qui présentent les nanos, les biotech, les OGM, les « énergies alternatives », le nucléaire, etc., comme humanitaires, nécessaires et écoresponsables. Et en s'en fichant si cette lie impérialiste, belliciste et terroriste de patrons et de leurs complices et institutions déclarent que nous et tous ceux qui ne sont pas d'accord et qui résistent réellement et luttent pour une société d'individus libres et



autonomes, sans esclavage, oppression, exploitation et destruction, que nous sommes des « vandales », des « terroristes », des « ecoterroristes »!

En étant radicalement critiques et en lutte contre les lointaines racines du système actuel, en tant qu'expression la plus avancée, accomplie et destructive de la civilisation anthropocentrique millénaire, de la domination industrielle (production-consommation) et de l'appropriation patriarcal, de la stratification, du contrôle social, de la massification/incarcération dans les villes, de l'exploitation, de l'oppression, de la violence organisée et de la guerre de l'homme contre l'homme, de l'homme contre la femme, de l'homme contre les autres espèces, contre la nature, contre le reste de l'univers.

Pour conclure, mais cela n'est le moins important: cette initiative est aussi une contribution et un salut complice, solidaire et actif à vous tous, individualités révolutionnaires de chaque tendance qui individuellement ou unitairement qui, ici dehors et maintenant, nous soutenez avec votre amour révolutionnaire complice, libre et vrai, avec vos initiatives, avec la continuité et le renforcement de la résistance et de l'offensive révolutionnaire sous la lumière du soleil, de la lune et des étoiles, avec tout type de moyen nécessaire, contre toute expression du monstre état et capital.

Ensemble nous sommes forts, la solidarité est notre meilleure arme!

7 septembre 2010, prison Suisse, Billy, Costa, Silvia et Marco

## **2.6. Lettre de Marco sur sa « non-libération »**

**Conditions générales :** En Suisse après les deux tiers d'une peine et avec un « bonne conduite » il est possible d'être libéré (chaque dossier doit en tout cas être d'office traité). Il y a plus de dix ans, c'était pratiquement automatique. Mais avec le renforcement de la crise actuelle et irréversible de l'Etat/capital/système techno-industriel, il n'y a pratiquement plus de libération conditionnelle. Cela s'accomplit dans le « paquet général » des campagnes et mobilisations réactionnaires haineuses pour le durcissement de la dictature globale du système du haut vers le bas, contre les socialement faibles, et surtout contre la résistance révolutionnaire selon le modèle nazi-fasciste (guerre impérialiste, racisme, xénophobie, nationalisme, « forteresse Europe », détention sécuritaire/préventive, lois « anti-terroristes », etc.).

**Conditions spécifiques :** Comme prisonnier politique (révolutionnaire et internationaliste) c'est naturellement encore un petit peu plus difficile et dépend fortement du rapport de force (actuellement défavorable) social et « politico-militaire » haut/et bas, dictature/résistance, contre-révolution/révolution, etc. Le terme réel, selon l'arithmétique judiciaire, de ma possible libération conditionnelle, soit les deux tiers de ma peine, est le mois de mai de cette année [2012] (la fin de la peine : mai 2018). Les responsables pour l'exécution de « ma » peine sont les autorités de l'exécution des peines de

Zürich (la direction des taules, Feldstrasse à Zürich, le nid des autorités responsables), en fin de compte le département de la justice du canton de Zürich et en dernière instance de recours, le tribunal fédéral.

**Pratiquement** : Jusqu'à maintenant deux demandes de permis (2008 et 2009/200) ont été refusées avec des motivations surtout politiques et le « traitement » (cf ci-dessus) initiait dans mon cas :

a) Que Zurich demande à la prison [Marco emploi le mot de « lager » : camp] de Lenzburg, dans le canton d'Aargau, un « rapport de conduite » déjà réalisé et expédié, lequel renonce, en faveur des « compétences de Zürich, à une recommandation (positive ou négative) sur ma libération ;

b) Par l'intermédiaire de mon avocat, Zürich m'a « offert » une échéance (le 8 février 2012) pour mon « audition », en sa présence. Jusqu'à présent, je n'avais pas exclu de me laisser « auditionner » et j'avais demandé, comme condition, à la « responsable » de mon cas de m'envoyer une liste des questions pour m'y préparer. Voici la réponse à mon avocat :

« Le 8 février, notre refus envisagé de la libération conditionnelle sera traité. Ou plutôt, les arguments de notre autorité contre une libération conditionnelle seront exposés. Le 8 février, vous-même et Monsieur Camenisch pourrez prendre position verbalement sur ces arguments. L'audition fera l'objet d'un procès-verbal et une ordonnance susceptible de recours s'ensuivra. »

Réponse éclairante. On pourrait l'écartier comme pure « opération alibi » s'il n'y avait par l'intention évidemment malpropre (en tout cas généralement exercée sans avocat) de capter les « positionnements » adverses, voire les arguments pour un recours, dès la phase préparatoire de l'ordonnance, pour pouvoir les démolir et les inclure de façon préventive dans cette ordonnance. Naturellement, cela rend facile et définitive ma décision de ne pas faire une « audition ». Il pourrait être moins aisé à l'autorité, dans ce cas, et avec à sa disposition un document écrit, de renforcer à l'avenir son accusation « d'attitude de refus » et de « manque de coopération »...

Vous recevrez probablement prochainement l'ordonnance du refus de la libération conditionnelle pour votre information, diffusion, etc.

Salutations cordiales et solidaires, Marco,  
Lager Lenzburg, 19 janvier 2012